



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°191 19 FEVRIER 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - ▼ AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ▼ ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - ▼ SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LES ECHANGES
COMMERCIAUX
ENTRE LA
FRANCE ET LES
PAYS D'AFRIQUE
DE L'OUEST EN
2019

NIGERIA : HAUSSE
DE NOS ECHANGES
COMMERCIAUX
BILATERAUX EN
2019

SENEGAL :
L'ECONOMIE
DEVRAIT CROITRE
DE 6,8% EN 2020

CONGO-
BRAZZAVILLE : LA
FRANCE APPUI LA
REFORME DE
L'EMPLOI AU
CONGO

TANZANIE :
LANCEMENT D'UN
PROJET DE 13
MUSD POUR
DEPOLLUER LE LAC
VICTORIA

RWANDA : PRIX DE
LA MEILLEURE MISE
EN ŒUVRE DU PLAN
AGRICOLE DE
L'UNION AFRICAINE

COTE D'IVOIRE :
CROISSANCE DU
SECTEUR
INDUSTRIEL EN
2019 DE PRES DE
10%

MALI : MISSION
CONJOINTE
MEDEF
INTERNATIONAL ET
BUSINESS FRANCE

TOGO : TROIS
NOUVEAUX
AGREMENTS POUR
L'INSTALLATION DE
KITS SOLAIRES



ACTUALITE REGIONALE

▼ Les échanges commerciaux entre la France et les pays d'Afrique de l'Ouest en 2019

Les exportations françaises vers les pays de la Cedeao (+Mauritanie) en 2019 ont progressé de 2,9%, à 4,5 Mds EUR, tandis que les importations de la France en provenance de ces pays ont augmenté de 7,9%, à 5,8 Mds EUR. En conséquence, le déficit commercial s'est creusé (+29,4%) pour s'établir à 1,3 Md EUR, plombé principalement par la croissance des importations d'hydrocarbures et autres produits extractifs (+10,3%). Dans la zone Uemoa, la Côte d'Ivoire demeure le premier client et le premier fournisseur de la France, avec une part de 34,0% pour les exportations et 77,2% pour les importations. Toutefois, on note une amélioration significative des exportations françaises vers le Sénégal (+30,6%).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Retour sur le 33ème sommet de l'Union africaine

Le 33^e Sommet de l'Union africaine (UA) s'est tenu les 9 et 10 février à Addis-Abeba (Ethiopie). Placées sous le thème « Faire taire les armes : créer des conditions propices au développement en Afrique », les discussions ont porté principalement sur la paix et la sécurité en Afrique, l'intégration commerciale à travers la Zone de libre-échange continental africaine (ZLECAf) et les réformes institutionnelles de l'UA. Ce sommet a également vu l'accession du Président Sud-Africain Cyril Ramaphosa à la Présidence de l'UA pour 2020, pour qui les priorités devront porter, entre autres, sur la promotion d'une croissance économique inclusive et un développement durable, l'inclusion économique et financière des femmes et la résolution des conflits.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO

La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO s'est réunie en session extraordinaire le 9 février 2020 à Addis-Abeba, en marge du Sommet de l'UA. Selon le communiqué final, la Conférence a été informée de la réforme du Franc CFA et a exprimé sa satisfaction sur ces importantes évolutions engagées par l'Union ainsi que les éclairages apportés par le Président de la Conférence des chefs d'Etats de l'Uemoa, le Président ivoirien Alassane Ouattara. Au titre de la fermeture des frontières nigérianes avec le Bénin et le Niger, la Conférence a marqué sa grande préoccupation et a mandaté le Président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré pour présider les travaux devant conduire à la résolution de cette crise.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ La question de la propriété intellectuelle au sein de la ZLECAF

Du 10 au 12 février 2020, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et les deux organisations régionales de propriété intellectuelle africaines, l'OAPI et l'ARIPO, ont organisé une table ronde à Genève sur l'importance de la propriété intellectuelle au sein de la zone de libre-échange économique africaine. Les échanges ont ainsi porté sur la contribution d'un système de propriété intellectuelle équilibré, de bon niveau et efficace dans la mise en œuvre des objectifs de la ZLECAF, notamment pour améliorer la compétitivité et l'accès aux marchés régionaux et mondiaux.

✉ caroline.rolshausen@dgtresor.gouv.fr

▼ J-CAP : 1^{ère} édition à Abidjan

Du 10 au 11 février 2020, s'est tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) la 1^{ère} Conférence du Programme conjoint de développement des marchés financiers (J-CAP 2020). Les échanges ont porté, entre autres, sur le développement du marché financier dans l'Uemoa, le financement à long terme des économies de l'Union et l'intermédiation financière. Le J-CAP est une nouvelle initiative de la Banque Mondiale qui, au sein de l'Uemoa, soutient des réformes visant, entre autres, à renforcer la protection des investisseurs, moderniser le cadre juridique et réglementaire des appels à l'épargne et mettre en place de nouveaux instruments pour attirer de nouveaux émetteurs. La titrisation de créances réalisée récemment par NSIA Banque Côte d'Ivoire est un des premiers succès de la J-CAP.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie – Sénégal : signature d'un contrat d'achat/vente de GNL

Le Sénégal et la Mauritanie ont signé à Dakar un contrat d'achat et de vente de gaz naturel liquéfié (GNL) de la première phase d'exploitation du champ Grand Tortue Ahmeyim (GTA) avec les sociétés Kosmos Energy et British Petroleum. L'exploitation concernée par ce contrat correspond à une production de 2,5 millions de tonnes par an de GNL et 70 millions de pieds cubes par jour de gaz (environ 500 mégawatts pour les deux marchés domestiques). Ces volumes seront « équitablement » partagés entre les deux pays, qui affirment ainsi leur volonté commune d'obtenir le meilleur positionnement possible sur le marché international du gaz. Le début d'exploitation de GTA est prévu en 2022.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

Une augmentation de l'excédent commercial de la France vis-à-vis de l'AEOI en 2019

Selon les données des douanes françaises, les exportations françaises de biens vers l'Afrique de l'Est et l'Océan Indien sont en progression de 8,0 % (atteignant 2,2 Mds EUR), contre 2,9 % (496 Mds EUR) à l'échelle mondiale, principalement marquées par les ventes de matériel de transport, vers

l'Ethiopie et Maurice. Alors qu'elles progressent de 1,9 % au total (570 Mds EUR), les importations de biens en provenance de l'AEOI sont en recul de 6,8 % (1,2 Mds EUR), portées en grande majorité par la baisse des prix de la vanille pesant sur la balance malgache. Il en résulte donc un solde des échanges de biens de la France avec l'AEOI qui progresse de +736 MEUR en 2018 à +985 MEUR en 2019.

 benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Pays	Importations (vers France)		Exportations (depuis France)		Solde en MEUR
	en MEUR	évol.	en MEUR	évol.	
Burundi	3,3	80%	7,6	-33%	4,3
Comores	13,8	-31%	35,6	6%	21,8
Djibouti	1,5	44%	72,3	0%	70,8
Erythrée	0,0	-52%	3,1	-42%	3,1
Ethiopie	39,1	2%	700,6	14%	661,5
Kenya	110,4	3%	173,0	3%	62,6
Madagascar	562,3	-10%	378,0	2%	-184,3
Maurice	259,8	-2%	554,8	37%	295,1
Ouganda	11,8	-6%	26,5	3%	14,7
Rwanda	4,4	7%	20,9	24%	16,5
Somalie	102,4	-12%	56,2	-8%	-46,2
Soudan	5,6	-21%	8,8	-46%	3,2
Soudan du Sud	47,1	-1%	76,6	-3%	29,5
Rwanda	0,2	n.s	3,5	125%	3,3
Somalie	33,5	-1%	62,2	-55%	28,6

CONJONCTURE

▼ Nigéria : hausse de nos échanges commerciaux bilatéraux en 2019

Les échanges bilatéraux entre la France et le Nigéria ont atteint 4,48 Mds EUR en 2019, en hausse de 2,45% en glissement annuel. Les importations en provenance du Nigéria ont atteint 3,89 Mds EUR (+3,9%) et nos exportations 587,1 M EUR (-6,1%). Nos achats restent dominés par les hydrocarbures et autres produits des industries extractives (3,79 Mds EUR, 97% du total). Depuis 2010, nos échanges avec le Nigéria ont augmenté de 2,5%, tirés par une hausse de 3,9% de nos importations qui a permis de contrebalancer la baisse de 6,1% de nos exportations. La part du Nigéria dans nos échanges avec l'Afrique sub-saharienne a par ailleurs légèrement augmenté depuis 2010, passant de 20,5% à 22,4% en 2019.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : baisse des recettes fiscales en 2019

Les recettes collectées par l'administration fiscale fédérale l'année dernière ont atteint 5 263 Mds NGN (env. 17,3 Mds USD au taux de 305 NGN / USD) à l'issue du T4 2019, en baisse de -1,1% par rapport à 2018 et équivalent à 60% de l'objectif fixé dans le Budget fédéral. La sous-performance globale est due aux recettes pétrolières (2 111 Mds NGN, env. 6,9 Mds USD), dont l'objectif annuel avait été augmenté de 61% suite à leur bonne performance en 2018 (taux de collecte de 93%), mais qui ont finalement atteint en 2019 un niveau inférieur de 14% à celui de l'année précédente. De leur côté, les recettes non-pétrolières ont augmenté de 10,5% en glissement annuel pour atteindre 3 152 Mds NGN (env. 10,3 Mds USD).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : le FMI en mission à N'Djamena début février

La mission a fait le point sur les derniers développements économiques et financiers et la mise en œuvre du programme de réformes structurelles. D'après ses conclusions, l'économie non pétrolière devrait croître de 3 % en 2020, soutenue par une augmentation des investissements publics et du remboursement des arriérés intérieurs ainsi que par la reprise dans les secteurs du coton et du bétail. Le PIB pétrolier devrait augmenter de 7,5 % grâce aux nouvelles technologies d'extraction ainsi qu'à la mise en production de nouveaux champs. Afin de maintenir la stabilité macroéconomique et la soutenabilité de la dette publique, le chef de mission a prescrit le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures, la rationalisation des exonérations, l'amélioration de la perception de la TVA, le contrôle de la masse salariale et l'apurement des arriérés intérieurs.

✉ kureemant@afd.fr

▼ Gambie : Conclusion d'un nouvel accord avec le FMI

Une équipe du FMI s'est rendue à Banjul du 3 au 11 février pour faire le point sur la mise en œuvre du programme SMP et convenir avec les autorités gambiennes des politiques qui sous-tendent leur demande d'un programme triennal qui pourrait être soutenu par une FEC d'un montant de 48 M USD. Selon le Chef de mission, la croissance du PIB réel est estimée à 6% en 2019, malgré la baisse temporaire des arrivées de touristes et une production agricole beaucoup plus faible. Cette bonne performance serait à attribuer à la forte consommation, aux investissements du secteur privé, soutenus par les entrées de devises étrangères, la grande disponibilité du crédit et la fiabilité améliorée de l'approvisionnement en électricité et en eau.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : suspension des importations par voie terrestre

Les importations de biens et marchandises par voie terrestre en Guinée sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. Les autorités évoquent notamment le « risque sécuritaire » et la « menace terroriste ». Les seuls points d'entrée de marchandises sont le port et l'aéroport, les deux seuls à disposer de scanners. Ainsi, plus aucun camion n'est autorisé à traverser les frontières des six pays limitrophes pour entrer en Guinée. En revanche, la mesure ne concerne pas les exportations et s'accompagne parallèlement d'un renforcement de la sécurité aux frontières, dorénavant fermées de 18 h à 6 h du matin. Elle a été critiquée par Chérif Abdallah, président du Groupe organisé des hommes d'affaires (Goha).

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée-Bissau : L'ONU et la CEDEAO invitent à confirmer les résultats de la présidentielle

La Guinée-Bissau reste en attente de la publication des résultats définitifs du 2nd tour de la présidentielle du 29 décembre 2019. En effet, après avoir procédé à la vérification des données consolidées, sur instruction de la Cour Suprême, la Commission Nationale des Elections a confirmé les résultats communiqués le 17 janvier 2020 (victoire de l'opposant Umaro S. Embalo avec 53,5% des voix). Ainsi, lors de sa Session extraordinaire du 9 février, la CEDEAO a invité la Cour Suprême à finaliser ses travaux d'ici le 15 février. Dans la même veine, le 12 février, le Conseil de sécurité des Nations unies a déclaré qu'il attend la confirmation des résultats par les organes compétents de Guinée-Bissau.

✉ claudio.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Contraction du PIB de 1,4% en 2019

Selon un récent rapport de la Banque centrale du Libéria, les difficultés de l'économie libérienne ont entraîné une contraction du PIB réel en 2019, à -1,4% (contre +1,2% en 2018). L'économie a pâti des mauvaises performances des secteurs secondaire et tertiaire. En revanche, le secteur primaire s'est globalement bien porté, grâce aux activités minières (+13,2%). L'inflation moyenne pour 2019 est estimée à 27,3% (contre 23,4% en 2018), dû principalement à la dépréciation du dollar libérien (-25,9% vis-à-vis du dollar US). Les perspectives pour 2020 sont positives, avec une croissance économique attendue à 1,4%, soutenue par les activités minières tandis que les contractions dans les secteurs secondaire et tertiaire devraient se modérer.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Suspension des droits de douanes sur les importations de riz

Le Président George Weah a suspendu les droits de douane sur le riz, un aliment de base au Libéria. L'action du président manifeste l'engagement de son Gouvernement à réduire les prix des produits essentiels, y compris le riz, afin de les rendre disponibles et abordables sur le marché local. Cette ordonnance a été rendue nécessaire par un examen des causes de l'augmentation du prix de divers produits stratégiques, dont le riz, et constitue l'une des nombreuses mesures destinées à améliorer la situation. Selon Trademap, en 2018, le pays aurait importé du riz pour un montant de 133 M USD, en provenance à près de 90% d'Inde ; il s'agirait d'un des premiers postes d'achats du pays, derrière les produits pétroliers.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : L'économie devrait croître de 6,8% en 2020

Dans le cadre d'une rencontre avec les directeurs généraux des établissements financiers, le 12 février, le Directeur national de la BCEAO indique que le taux de croissance du Sénégal devrait se situer à 6,8% en 2020, contre 6% en 2019. Il lie cette croissance au dynamisme du secteur tertiaire et aux investissements du gouvernement. Le déficit budgétaire devrait ressortir aux alentours de 3% et le déficit courant devrait s'améliorer (8,4% en 2019 et 9,4% en 2018). Le ratio de la dette sur le PIB atteindrait 53,5%, contre 53,7% fin 2019. Les crédits au secteur seraient en hausse, atteignant 10,1% du PIB en 2020 (contre 8,1% en 2019). Le financement de l'économie rapporté au PIB avoisinerait 33%, l'un des plus élevés d'Afrique.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : L'Etat du Sénégal lève près de 77 M EUR sur le marché régional

Dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics de l'Etat du Sénégal, la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGCPT), en collaboration avec l'Agence UMOA-Titres et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé une émission simultanée d'obligations assimilables du Trésor pour un montant de 55 Mds FCFA (76,2 M EUR) dont 24,35 FCFA Mds d'OAT à 3 ans et 30,68 Mds FCFA d'OAT à 5 ans. Le taux de couverture a atteint 256,2% avec des offres de souscription qui sont ressorties à 128,11 Mds FCFA (171 M EUR).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : Vers un apurement des arriérés de salaires de janvier dus à certains fonctionnaires**

Le ministère des Finances a éprouvé des difficultés financières pour le paiement des salaires de fonctionnaires publics, notamment ceux de certaines institutions gouvernementales et de structures sous tutelle publique. Selon un communiqué du ministère, le paiement définitif des salaires de janvier a été effectué le 13 février. Parmi les raisons évoquées dans le communiqué, le gouvernement indique qu'en janvier, il a dû faire face à certaines dépenses critiques pro-pauvres (santé, éducation, sécurité...), à des difficultés techniques liées au logiciel de gestion de la paie, ainsi qu'à des engagements en termes de remboursement du service de la dette (25% à 30% des recettes intérieures).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Approbation du nouveau régime de taxes d'accises**

Le 13 février 2020, le parlement éthiopien a approuvé une nouvelle politique de taxe d'accises qui entrera en vigueur à partir d'août 2020. Les nouveautés concernent les importations de véhicules et les ventes locales de tabac. Ainsi, les voitures neuves (entre 1 et 2 ans) verront les droits d'accises appliqués baisser de 80 % actuellement à 55 % tandis que celles appliquées aux véhicules de plus de 7 ans passeront de 430 % à 405 %. Les droits prélevés sur le tabac augmenteront de leur côté de 60 % (5 ETB par paquet à 8 ETB – 0,23 EUR). Ce projet de loi s'inscrit dans la continuité des efforts de renforcement des finances publiques du gouvernement éthiopien, un des axes stratégiques du programme FMI.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Publication du premier rapport de mise en œuvre de l'Agenda 2063**

Adopté en 2013, l'agenda 2063 constitue un cadre stratégique pour la croissance économique et le développement inclusif et durable du continent. Ainsi, sur les 7 aspirations de l'Agenda 2063, l'Éthiopie a obtenu un score de 60 %. Sur le plan économique, le rapport souligne les progrès significatifs atteints en termes de RNB par habitant (558 en 2013 contre 985 USD en 2019) et de production d'énergie (2 267MW à 4 244MW en 2019 soit +187 % depuis 2013). Néanmoins, l'Éthiopie a enregistré des reculs en ce qui concerne le taux de chômage (22,8 % en 2018 contre 25,3 % en 2013) et le ratio des recettes fiscales (10,7 % du PIB en 2019 vs 12,7 % du PIB en 2013). Ces résultats peuvent s'expliquer par la forte croissance démographique (+2,5 % par an) et une priorisation des secteurs énergétiques et manufacturiers dans la politique du gouvernement.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Approbation par le parlement de prêts d'un montant total de 600 MUSD pour financer les dépenses de l'exercice 19/20

Ces deux prêts de 300 MUSD, respectivement auprès de *Stanbic Bank Uganda Limited* et de la *Trade Development Bank (TDB)*, interviennent dans un contexte de faible mobilisation des recettes domestiques (- 700 MUSD par rapport à l'objectif). Ils ont tous deux une maturité de 7 ans dont 2 ans de période de grâce et un taux d'intérêt de 4,4 %. Ces prêts couvriront certaines dépenses de sécurité, de salaires, d'obligations de financement de contrepartie pour les projets et les situations d'urgence. La faiblesse des recettes au premier semestre 19/20 est attribuée à des retards dans la mise en œuvre de mesures administratives, tels que les timbres fiscaux numériques (induisant un manque de 40,5 MUSD), des dispositifs fiscaux électroniques (45,9 MUSD), l'impôt sur les revenus locatifs (47,2 MUSD). La collecte des droits de licence des opérateurs MTN, estimés à 100 MUSD a également pris du retard.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Standard And Poor's maintient la note souveraine du Rwanda à B+ avec des perspectives stables

Selon un communiqué publié le 7 février 2020, l'agence S&P a maintenu la note de B+ du Rwanda, justifiée par des projections de croissance supérieures à celles de ses voisins. La croissance de 7,7 % projetée sur 2020 à 2023 sera tirée par des projets de construction en réponse à la commande publique, qui stimuleront les autres secteurs. S&P note que ce modèle de développement basé sur les investissements publics, pourra induire un déficit budgétaire plus élevé et une augmentation de la dette. Cependant, une grande partie du déficit sera financée par des sources concessionnelles.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Somalie : Eligibilité à l'initiative pays pauvres très endettés (PPTTE)

Les conseils d'administration (CA) du FMI et de la Banque mondiale, réunis respectivement le 12 et 13 février 2020, ont approuvé l'éligibilité de la Somalie à l'initiative PPTTE qui permettra d'alléger une partie de la dette du pays, qui était estimée à 5,3 Mds USD fin 2018. La dette publique somalienne se répartit entre le Club de Paris (58 % du total), les institutions internationales (29 %) et bilatérales hors Club de Paris (13 %). Dans un communiqué, Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI a salué l'engagement du gouvernement somalien en faveur de réformes économiques et financières mises en place sous le programme FMI *Staff-Monitored Program* (SMP4). L'atteinte du point de décision, attendue pour fin mars 2020, est encore conditionnée à : i) une nouvelle revue satisfaisante du SMP4, ii) l'apurement des arriérés envers les bailleurs multilatéraux dont les mécanismes seront présentés en CA fin février. L'atteinte du point de décision permettra un gel temporaire des obligations de la Somalie envers ses créiteurs, l'accès aux financements concessionnels de la Banque Mondiale, du FMI et de la BAD et le remboursement symbolique d'environ 20 MUSD par an en amont de l'atteinte du point d'achèvement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Un premier petit pas vers la levée des subventions sur l'essence

Alors que depuis plusieurs semaines, une pénurie de carburants touche le pays, le ministère de l'Énergie et des Mines aurait autorisé 10 stations d'essence appartenant à deux des plus grandes sociétés de distribution d'hydrocarbures, *Nile Petroleum* (dépendant du ministère) et *Oil Energy* (appartenant à un groupe privé), de proposer le litre d'essence à 28 SDG au lieu de 6,17 SDG dans les autres stations. Bien que quadruplé, ce prix reste encore subventionné à hauteur de 50 %. Ce pilote a été lancé samedi dernier et ne bénéficie qu'à l'État de Khartoum. Il est encore prématuré pour tirer les conclusions sur l'efficacité de cette mesure. Pour rappel, une grande conférence regroupant toutes les parties prenantes doit se tenir, en principe du 22 au 24 mars prochain à Khartoum, sur le sujet de la levée des subventions.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : La banque centrale maintien sa politique monétaire accommodante jusqu'en juin 2020

La masse monétaire a augmenté de 9,6 % sur 2019 contre 4,5 % sur 2018, tirée par l'augmentation de la liquidité notamment induite par l'achat de devises étrangères. La politique monétaire accommodante a permis un meilleur octroi de crédit au secteur privé qui a enregistré une croissance de 11,1 % en décembre 2019 contre 4,9 % en décembre 2018. La politique monétaire de la banque centrale a eu un impact sur les banques de second rang en baissant le taux interbancaire de 5,47%, à 3,63% entre juin et décembre 2019.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Signature d'un accord avec les proches des victimes de l'attaque contre le destroyer USS Cole

Le ministère de la Justice soudanais a annoncé, le 13 février, avoir signé un accord avec les familles des 17 marins américains tués dans l'attentat contre le navire de guerre *USS Cole* au Yémen en 2000. Le montant de la transaction s'élèverait à 30 MUSD. Cet accord s'inscrit dans le cadre du processus en cours visant à retirer le Soudan de la liste américaine des États finançant le terrorisme. Les autorités soudanaises doivent encore faire face au règlement des montants beaucoup plus significatifs relatifs aux demandes des proches des victimes américaines des attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar Es Salaam du 7 août 1998.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : le Vice-Président défend le bilan du gouvernement en vue des élections de fin d'année

A l'occasion d'un discours à la mairie de Kumasi, le Vice-Président Mahamudu Bawumia a présenté et défendu le bilan du gouvernement, lançant de cette façon la campagne électorale du *New Patriotic Party* (NPP) pour les élections générales de décembre 2020. Il a d'abord affiché la stabilisation des conditions macroéconomiques depuis 2016 (équilibre budgétaire et baisse de l'inflation), puis a présenté l'avancement de la politique industrielle (« *1 District 1 Factory* », loi encadrant le développement d'une filière aluminium, ouverture prochaine d'usines d'assemblage automobile). D'après lui, 78% des propositions du gouvernement en 2016 ont été mises en place en janvier 2020.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Plus de 12 500 entreprises créées en 2018

Selon le rapport 2019 de la chambre de Commerce et d'industrie du Burkina Faso sur l'état du secteur privé en 2018, le nombre de créations d'entreprises serait estimé à 12 511 en 2018 contre 12 609 en 2017 pour un total de 75 576 entreprises en activité. Par secteur, ces nouvelles entités sont réparties de la façon suivante : commerce (51%), service (33%), industrie (12%) et artisanat (4%). En outre, 68,8% de ces créations ont été enregistrées dans la capitale Ouagadougou. La proportion d'entreprises créées par les femmes serait de 18,6%. L'investissement privé est ressorti à 943,5 Mds FCFA (1,44 Md EUR), en hausse de 9,9%, représentant 55,3% de l'investissement total.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Ratification de l'accord sur la facilitation des échanges

Le gouvernement cap-verdien a annoncé avoir ratifié l'accord sur la facilitation des échanges, 12 ans après son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Sur les 164 membres de l'organisation, 149 ont déjà ratifié l'accord.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Création d'un Conseil supérieur de l'investissement

La présidence mauritanienne a annoncé, le 7 février 2020, la création d'un Conseil supérieur de l'investissement. Ce conseil, dont la composition n'a pas encore été donnée, a pour but de « contribuer à la mise en place d'une économie compétitive, diversifiée, ouverte au secteur privé et créatrice d'emplois et de valeur ajoutée ». Il est également chargé de favoriser les progrès en matière de climat des affaires. Pour rappel, d'après le classement *Doing business* 2020 pour la facilité des affaires, la Mauritanie a reculé de 4 rangs et se classe 152^e sur 190 pays. Le Conseil devrait servir entre autres de cadre de concertation entre les secteurs publics/privés et contribuer au suivi de la mise en œuvre de toutes les réformes.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Ghana : hausse de 18,3% du crédit au secteur privé

Le crédit au secteur privé ghanéen a augmenté de 18,3% sur une année glissante en décembre 2019, contre +10,6% en décembre 2018. Le volume de créances atteint un total de 44,5 Mds GHS (7,65 Mds EUR), soit environ 12,7% du PIB. Tous les secteurs de l'économie ont connu une croissance du crédit, à l'exception du commerce de biens importés. Les principaux secteurs bénéficiaires sont le secteur des services (+24,1%), le secteur commercial et financier (+20,9%) et le secteur manufacturier (+10,9%). Cette amélioration des conditions de financement peut s'expliquer en partie par la baisse des prêts non performants au Ghana (13,9% du total des prêts au secteur privé fin 2019 contre 18,2% en décembre 2018).

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : La France appui la réforme de l'emploi au Congo

Une mission conjointe de Pôle emploi international et Expertise France a présenté, le 7 février à Brazzaville, les résultats d'une étude sur la réforme du service public de l'emploi. Grâce à un financement de la France de 12 Mds FCFA (18,3 M EUR), ces deux structures apportent une assistance technique à l'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) et au Fonds national d'appui à l'emploi et l'apprentissage (FONEA), deux entités créés en 2019 suite à la scission de l'Office national de l'emploi et de la main d'œuvre - ONEMO. Ce partenariat, s'inscrit dans le cadre de la lettre d'intention que les ministres français et congolais en charge de l'emploi ont signée en juin 2018 à Paris.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : relance du projet INGA 3

A l'issue d'un atelier organisé à Abidjan les 13 et 14 janvier, la BAfD a annoncé la relance du processus de recrutement d'un développeur et a adopté une nouvelle feuille de route pour le projet de barrage d'Inga 3, qui prévoit un état des lieux ainsi qu'une actualisation de la demande d'électricité. Les participants à cet atelier se sont prononcés en faveur d'un retour au projet initial arrêté en 2013, dont les études de faisabilité étaient achevées. Pour mémoire, il s'agissait d'une centrale de 4 800 MW dont le coût, incluant les interconnexions vers l'Afrique du Sud, était estimé à 14 Mds USD.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Installation officielle du nouveau directeur général de la MOAD (aéroport Donsin)**

Nommé en Conseil des ministres du 5 février 2020, le nouveau directeur général de la Maîtrise d'ouvrage de l'aéroport de Donsin (MOAD), Adama Belem, a été officiellement installé dans ses fonctions le 7 février 2020. Pour rappel, la MOAD, créée par décret présidentiel en 2009 et placée sous l'autorité directe du Premier ministre, est chargée de toutes les actions visant à la réalisation des projets composant le programme de construction de l'aéroport de Donsin et de ses voies d'accès.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Octroi de prêts pour le financement de l'entrepreneuriat des jeunes**

Dans le cadre du projet destiné à favoriser l'entrepreneuriat des jeunes dénommé « Agir pour les jeunes », le ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes a remis des chèques à plus de 2 000 porteurs de projet à Abobo, Marcory et Koumassi, sous forme de prêts remboursables sur une période de 12 mois. Ces prêts doivent servir à financer les projets d'activité génératrice de revenus des bénéficiaires. Mamadou Touré a indiqué que cette deuxième phase de l'opération « Agir pour les jeunes » cible 19 500 porteurs de projets sur toute l'étendue du territoire national. Cette initiative est dotée d'une enveloppe globale de 10 milliards de Fcfa (15,2 M EUR).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Ouverture de nouvelles lignes aériennes depuis Abidjan vers Accra et Luanda**

Deux nouvelles lignes directes devraient être opérées prochainement au départ d'Abidjan. La première annonce a été faite par l'Ambassadeur de l'Angola en Côte d'Ivoire et a indiqué qu'un vol direct reliant Abidjan et Luanda verrait le jour en avril 2020. La deuxième annonce concerne la liaison aérienne Abidjan-Accra, qui sera effectuée par la compagnie ghanéenne AWA Africa World Airlines. La liaison devrait être opérationnelle à partir du 14 février 2020.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Ratification d'un financement de 18 M EUR pour l'électrification rurale**

Le Conseil des ministres du 12 février a adopté les textes de ratification de l'accord de financement signé à Bamako le 20 septembre 2019 entre le Mali et l'Association internationale de Développement, branche de la Banque mondiale dédiée aux pays les plus pauvres. Cet accord concerne un prêt additionnel de 11,8 Mds FCFA, soit 18 M EUR, au titre du Projet de Systèmes hybrides d'Electrification rurale visant à l'amélioration de l'accès des populations des zones rurales aux services de l'électricité et à l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique du pays.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Octroi d'un prêt de 26 M EUR en faveur des logements sociaux**

Le Conseil des ministres du 12 février 2020 a adopté les textes relatifs à la ratification de l'Accord de prêt signé à Abu Dhabi le 30 juin 2019 entre le Mali et le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD). Le Mali bénéficie ainsi d'un prêt de 17 Mds FCFA, soit 26 M EUR, en faveur du secteur des logements sociaux. Sa mise en œuvre devrait contribuer à l'assainissement des centres urbains et accroître l'accès d'un plus grand nombre de Maliens à un logement décent. Les régions ciblées sont celles de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka, Taoudéni et le District de Bamako.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : 3 M EUR de la BOAD pour la construction d'un pont et d'une route à Maradi**

Une route longue de deux kilomètres à Tibiri Gobir et un pont de 300 mètres de long sur le fleuve Goulbi seront bientôt construits. Ces deux opérations sont financées par la BOAD (Banque ouest africaine de développement) à hauteur d'un peu plus de 2 Mds FCFA (3 M EUR) et exécutées par l'entreprise chinoise CGC Overseas Construction Group. Cet ouvrage permettra aux populations de cette localité de rallier Madarounfa par la route.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Kenya : Prise de participation de la SFI dans la Kenya Mortgage Refinance Company (KMRC)**

L'accès à un logement décent est une des priorités de l'agenda « BIG 4 », le pays faisant face à une pénurie de logements induite par l'urbanisation rapide. Selon des estimations, le déficit serait de 1,9 million de logements, en augmentation de 32 000 à 100 000 unités chaque année. Avec le soutien de la Banque mondiale, la KMRC a été créée fin 2018 pour refinancer les prêts hypothécaires par le truchement d'institutions financières nationales comme les banques commerciales, et les organisations de coopératives d'épargne et de crédit (SACCO). Le 11 février 2020, le conseil d'administration de la SFI a approuvé une prise de participation de l'institution de 2 MUSD dans KMRC, pour l'acquisition de 12,3 % des parts. La SFI soutiendra les équipes de KMRC sur la normalisation des conditions de souscription hypothécaire et de l'analyse du risque, la sensibilisation des clients cibles (acheteur à faible et moyen revenus) à la finance hypothécaire et la mise en place d'une structure de gouvernance solide.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : Paraphe des contrats d'achat d'électricité et de concession du projet Volobe (120 MW)**

Le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, la Jirama et la Compagnie Générale Hydroélectrique de Volobe (CGHV), composé de Colas, Jovena (groupe Axian), le Norvégien SN Power et Africa50, ont paraphé le 13 janvier les contrats de concession et d'achat d'électricité et du projet hydroélectrique de Volobe. D'une puissance de 120 MW, son coût total est estimé à 450 MUSD, permettant à la fois d'assurer la transition écologique et la diminution très significative du coût de l'électricité (7 c\$/KWh dans le contrat). Il bénéficiera directement à 360 000 ménages et 2 millions d'habitants, générant 400 nouveaux emplois directs. Il a vocation à s'insérer dans le futur réseau électrique Tamatave-Tananarive, qui facilitera le développement des activités industrielles et touristiques du pays.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Débloccage de 1,46 Md USD pour un projet ferroviaire**

Le gouvernement a signé un accord de 1,46 Md USD avec la banque *Standard Chartered* pour la construction de la deuxième phase du chemin de fer à écartement standard (SGR) sur le tronçon Morogoro-Makutupora (422 km). Ce prêt a fait l'objet d'une syndication auprès de 17 établissements financiers dont des banques françaises. La première phase du SGR, longue de 300 km, est achevée à 70 %. D'un montant de 1,9 Md USD, cette première phase sera livrée par un partenariat turco-portugais (via les entreprises Yapi Merkazi et Mota-Engil Africa). Une fois terminées, les deux phases du projet couvriront 1 457 km, de Dar Es Salam au Lac Victoria.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Lancement d'un projet de 13 MUSD pour dépolluer le Lac Victoria**

La Commission du bassin du Lac Victoria (LVBC) a obtenu une subvention de 13 MUSD de l'UE pour améliorer la qualité de l'eau du lac Victoria. Grâce à l'initiative baptisée « Projet de gestion intégrée des ressources en eau du lac Victoria », la réserve d'eau dans le bassin devrait être améliorée. Ce projet se situe dans une période de fortes inquiétudes quant à l'augmentation des cas de pollution et de rejet des eaux dites résiduelles urbaines et industrielles dans le lac. À Mwanza, sur les rives du lac, le projet vise à connecter plus de 7 400 ménages aux étangs de stabilisation des eaux usées.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : Convention mondiale du cajou et JNCC

La 6^e édition de la Convention mondiale du cajou, placée sous le thème : « Quel écosystème durable pour le secteur mondial du cajou ? », s'est tenu à Abidjan du 12 au 14 février 2020. Organisée conjointement avec la 3^e édition des Journées nationales du cajou (JNCC), la convention a réuni, outre les acteurs nationaux (producteurs, organisations de la filière et opérateurs économiques), ceux venus d'autres pays africains (Bénin, Ghana, Nigéria, Guinée Bissau...) et asiatiques (Vietnam et Inde). La Côte d'Ivoire est le 1^{er} producteur mondial de cajou, avec environ 40% de la production mondiale. Ces trois dernières années, les fluctuations du prix mondial de la noix de cajou ont fragilisé les acteurs de la filière dans les pays producteurs.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : Intérêt manifeste de la BAfD à contribuer à l'amélioration du secteur agricole

Le 9 février 2020, en marge du sommet de l'UA à Addis-Abeba, le Président Julius Maada Bio s'est entretenu avec le président de la Banque africaine de développement (BAfD), Dr Akinwumi Adesina, sur les moyens d'améliorer l'agriculture en Sierra Leone, d'intensifier la nutrition et de vaincre le retard de croissance chez les enfants. Le président de la BAfD, qui a manifesté son intérêt pour une visite en Sierra Leone le mois prochain, a également déclaré que son institution pourrait aider le Gouvernement sierra-léonais à la facilitation des prêts aux agriculteurs et à l'introduction de nouvelles variétés de riz. D'après la Banque mondiale, en 2018, l'agriculture représente 58,9% du PIB du pays.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Prix de la meilleure mise en œuvre du plan agricole de l'Union Africaine

Le rapport de la Commission de l'UA, présenté le 10 février 2020 à Addis-Abeba, indique que la performance du Rwanda dans la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), issu de la Déclaration de Malabo de 2014, est passée de 6,1 en 2017 à 7,2 en 2019, classant le Rwanda comme le pays africain le plus performant notamment en termes d'actions contre la faim, en faveur du développement du commerce agricole régional et de développement de la résilience des moyens de production. Les objectifs du PDDAA correspondent également à ceux du Plan national Stratégique pour la Transformation Agricole lancé en 2018.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : le pays représenterait le plus grand potentiel en énergie solaire de la région selon Bloomberg

Dans un rapport, Bloomberg a défini le Nigeria comme le pays d'Afrique sub-saharienne avec le plus grand potentiel de développement en matière d'énergie solaire à visée commerciale et industrielle. L'offre énergétique globale au Nigéria reste en deçà de la demande : la capacité réellement disponible sur le réseau s'élève à seulement 3,9 GW pour une demande minimum estimée à environ 20 GW. Une électrification hors réseau et solaire attire ainsi de plus en plus d'investisseurs et les levées de fonds de startups spécialisées se multiplient, à l'image de Resource Energy qui a levé 20 M USD en janvier (avec la participation de Proparco et du fonds français Investisseurs et Partenaires).

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : arrivée d'un cinquième opérateur sur le marché du ciment

La nouvelle marque de ciment Mira Co a fait son apparition sur le marché camerounais déjà très concurrentiel sans toutefois impacter le prix du ciment. Avec l'ouverture d'une unité de production dans la ville de Douala, Mira Company devient ainsi le cinquième opérateur à se lancer sur le marché du ciment au Cameroun, après Cimencam, filiale locale du groupe Lafarge-Holcim-Maroc Afrique, le Nigérian Dangote, le Turc Eren Holding et le Marocain Cima. L'investissement de Mira est estimé à 32 Mds FCFA et son objectif de production annuelle est évalué à 1 million de tonnes de ciment.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : la Gécamines lance une nouvelle usine de traitement du cobalt

La société minière Deziwa SAS (Somidez), une entreprise commune créée en 2017 et détenue par l'opérateur minier public Gécamines (49 %) et le groupe chinois CNMC (China Non ferrous Metal Company) (51 %) a inauguré à Kolwezi son usine de raffinage de cuivre et cobalt. Cette unité ultra moderne, d'une capacité installée de 80 000 tonnes de cuivre et 8 000 tonnes de cobalt par an, a nécessité un investissement de 880 M USD. Elle est adossée à des réserves de cuivre estimées à 4,6 MT et 420 000 T de cobalt. Une phase additionnelle du projet prévoit de doubler cette capacité de production. Cette entreprise commune à durée déterminée (9 ans) reviendra à son terme à la Gécamines.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Deux accords signés avec des sociétés norvégiennes dans le pétrole et le gaz**

Le mois dernier, les sociétés norvégiennes Monitor Power System et Noroil ont signé des accords avec les autorités soudanaises : la première avec Sudapet pour l'exploration et le traitement de gaz associé sur les blocs 4 et 6 ; la seconde avec le ministère de l'Energie et des Mines portant sur l'exploration du bloc 17 dans le Kordofan de l'Ouest. Ce second accord fait référence au programme d'assistance technique, l'initiative « *Oil for development* » que les autorités des deux pays ont relancé en 2016. Actuellement, la production de pétrole du Soudan est estimée à 70 000 b/j.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industrie**

▼ **Côte d'Ivoire : Croissance du secteur industriel en 2019 de près de 10%**

Selon le ministre du Commerce et de l'industrie, le secteur industriel ivoirien a cru de 9,7% en 2019 contre 7,1% en 2018. La part de ce secteur d'activité dans le produit intérieur brut (PIB) est passée de 25,2% en 2018 à 26% en 2019. Sa contribution à la croissance de l'économie ivoirienne est passée de 1,5 point en 2018 à 2,1 points en 2019. Il a souligné que le nombre d'emplois créés au titre des investissements industriels agréés est passé de 2 740 en 2018 à 3 844 en 2019. Selon le Ministre, les priorités de son ministère sont le développement de la transformation des matières premières agricoles et des zones industrielles, notamment celle du PK24, au nord d'Abidjan.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Burkina Faso : Chiffres de téléphonie mobile et d'internet en 2018**

Selon le rapport 2018 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) du Burkina Faso, les trois opérateurs de téléphonie mobile, Orange (avec une part de marché de 45%), Onatel (39%) et Telecel (16%) ont affiché un chiffre d'affaires global de 325 Mds FCFA (495 M EUR) pour un parc de 19,3 millions d'abonnés (soit un taux de pénétration mobile de 96%). Les investissements dans le secteur sont estimés à plus de 57 Mds FCFA (86,9 M EUR) en 2018. S'agissant des services Internet, le pays compterait plus de 6 millions d'abonnés et 30 fournisseurs d'accès, mais seulement 8 seraient actifs. A titre comparatif, le parc de téléphonie fixe est de 76 760 abonnés.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Cameroun : Le groupe minier français Eramet démarre les travaux d'exploration sur le bloc d'Akonolinga

Le Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines du Cameroun, Fuh Calistus Gentry, a effectué une visite officielle à Akonolinga où il a procédé au lancement officiel de la phase d'exploration du rutile par la société française Eramet. Au bout de trois ans, ces travaux devront permettre la signature d'une convention d'investissement entre Eramet et le gouvernement camerounais, en vue de l'exploitation du rutile d'Akonolinga, dont le potentiel est actuellement estimé à 500 000 tonnes. Le Cameroun se classe deuxième réserve mondiale de rutile après la Sierra Leone, avec près de 3 millions de tonnes.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Bouygues Bâtiment International signe le contrat du CHU d'Abomey-Calavi

Bouygues Bâtiment International (BBI) a signé avec le ministère de la Santé béninois le contrat pour la construction clé en main du centre hospitalier universitaire (CHU) d'Abomey-Calavi pour un montant total de 175 M EUR, financé en grande partie dans le cadre d'un crédit acheteur garanti par BPI France. Les travaux de construction de cet hôpital de référence qui s'étendra sur un site de 15 hectares, s'étaleront sur une période de 36 mois.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Sogea-Satom remporte le contrat de la seconde phase de l'aménagement de la route des pêches

Sogea-Satom vient se voir attribuer le contrat pour la seconde phase d'aménagement de la route touristique des pêches. Cette opération porte sur 54 km de route avec plusieurs ouvrages de franchissement. Ce projet, inclus dans le programme d'actions du gouvernement – PAG – est une des constituantes du programme de développement du tourisme côtier.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Bénéfices pour Cabo Verde Airlines en 2021, sous condition d'obtention d'un financement de long terme

La compagnie aérienne capverdienne, Cabo Verde Airlines (CVA), devrait afficher des bénéfices l'an prochain, mais a besoin d'un financement à long terme, selon le groupe islandais Icelandair qui détient 36% de la compagnie. Selon les états financiers 2019 du groupe, des pertes sont prévues les deux premières années suivant l'acquisition de la compagnie capverdienne qui est à la recherche d'un financement de long terme. Le rapport souligne également que les résultats d'exploitation de la CVA au dernier trimestre de 2019 étaient inférieurs aux attentes. La CVA avait annoncé le 5 février 2020 qu'Erlendur Svavarsson succédait à Jens Bjarnason à la tête de la compagnie.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Alpha Condé nomme le nouveau directeur général d'EDG

Le président de la République de la Guinée a nommé par décret, jeudi 6 février 2020, le nouveau directeur général de la société publique Electricité de Guinée (EDG). Il s'agit de M. Bangaly Matti, ingénieur en génie électrique et comptable professionnel agréé. Le poste était à pourvoir depuis fin septembre 2019, date de la fin du contrat de gestion EDG-VEOLIA et du départ concomitant du DG d'alors, M. Abdenbi Attou.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Mali : Mission conjointe MEDEF International et Business France

Une mission conjointe MEDEF International/Business France s'est déroulée du 10 au 12 février à Bamako. Il s'agit de la 4^e rencontre consécutive d'investisseurs français avec les autorités et opérateurs économiques maliens en moins de deux ans. Cette mission, qui répondait à une demande des autorités du pays, a réuni 30 chefs d'entreprises françaises couvrant des secteurs clés de l'économie : numérique, énergie, eau, infrastructures... En plus d'échanges organisés avec le secteur privé au Mali, la délégation a été reçue en audiences par plusieurs autorités dont le Premier ministre, le ministre de l'Energie et de l'Eau, le ministre des Infrastructures et de l'Équipement, le ministre de l'Economie numérique et de la Prospective etc.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Trois permis miniers accordés à la société turque MTAIC à Téra

La société MTAIC vient d'obtenir trois permis pour la recherche de l'or et des substances connexes dans la région de Tillabéri au Niger. Il s'agit des permis « Dar Es Salam 2 », « Koulbagal 1 », et « Koulbagal 2 » dans le département de Téra, région de Tillabéri. Les conventions minières signées entre cette entreprise et le Niger pour matérialiser cet octroi, font suite au mémorandum d'entente entre le Niger et la Turquie dans le domaine minier qui aurait été signé en juillet 2013 à Niamey.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Sierra Leone : Rencontre du Président sierra-léonais avec GEMS Education

Le Président Julius Maada Bio a rencontré une délégation de GEMS Education afin d'échanger sur l'amélioration de l'éducation dans le pays. La délégation a ainsi exprimé son intention de mener une mission d'enquête et d'évaluation du secteur éducatif en Sierra Leone et l'une de ses priorités sera d'identifier les meilleures stratégies de mobilisation de ressources pour le financement des projets qu'ils examineront. GEMS Education est une société internationale de conseil et de gestion qui travaille sur des initiatives d'amélioration de l'éducation. Selon la Banque mondiale, le taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans) en Sierra Leone est de 67% en 2018, en deçà de la moyenne des pays les moins avancés (78%).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Trois nouveaux agréments pour l'installation de kits solaires**

L'agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables vient d'accorder trois agréments supplémentaires pour la diffusion de kits solaires dans le cadre du programme CIZO soutenu par le gouvernement avec un objectif d'atteindre 300 000 foyers équipés dans les zones non reliées au réseau national ou à des réseaux locaux. Fenix (groupe Engie), Moon et Solergie (associé à Total Togo), rejoignent ainsi les deux premiers distributeurs agréés dans le cadre du programme CIZO, à savoir BBoXX (groupe EDF) et Soleva.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Cameroun : Le ministère des Finances organise un atelier national dédié aux PME sur le thème du financement participatif

Le ministère des Finances organise le 20 février 2020 dans la ville de Douala un atelier national sur le thème « Crowdfunding: financement participatif au service des petites et moyennes entreprises (PME) ». Le ministère des Finances envisage de présenter les contours de ce mode de financement, de présenter les opportunités et avantages offerts et d'édifier le public sur les expériences des start-up et porteurs de projets locaux ayant eu l'opportunité d'être financés grâce au crowdfunding.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Un colloque sur l'OHADA se tiendra à Brazzaville du 24 au 26 février

Le colloque sera organisé par l'association congolaise du droit maritime, l'association française Henri Capitant, l'Institut de droit comparé de Paris et la faculté de droit de l'Université Marien-Ngouabi, sur le thème « OHADA en marche ». L'objectif du colloque est de vulgariser les actes uniformes de l'OHADA et de susciter des réflexions sur les éventuelles réformes à apporter, dans un contexte où la compétitivité économique nécessite de renforcer la sécurité juridique. Outre les professionnels du secteur juridique, le colloque est également ouvert aux investisseurs.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr



Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M/S/ Bureau Francis Lefebvre

